

Face aux nouveaux « despotismes éclairés », nos démocraties ont-elles partie perdue ?

Henri Weber

DANS **APRÈS-DEMAIN** 2011/1 N° 17, NF , PAGES 36 À 38

ÉDITIONS **FONDATION SELIGMANN**

ISSN 0003-7176

DOI 10.3917/apdem.017.0036

Date de mise en ligne : 01/01/2017

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-apres-demain-2011-1-page-36?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Fondation Seligmann.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Henri WEBER

FACE AUX NOUVEAUX « DESPOTISMES ÉCLAIRÉS », NOS DÉMOCRATIES ONT-ELLES PARTIE PERDUE ?

« **C**omment espérez-vous concurrencer un pays dirigé comme une entreprise ? » Cette question d'un entrepreneur indien rapportée par l'éditorialiste Thomas Friedman¹ résume le dilemme des démocraties occidentales face aux puissances « émergentes », et plus particulièrement à la Chine. La globalisation et la financiarisation de l'économie semblent avoir rendu impotentes les démocraties libérales, dépourvues de vitalité et de moyens d'action efficaces. Comment peuvent-elles alors affronter la puissance économique et politique de pays que l'on appelle encore, à tort, « émergents », alors qu'ils sont en passe de s'imposer dans la compétition mondiale ?

L'HISTOIRE N'ÉTAIT PAS FINIE

Vingt ans après la chute du bloc soviétique, la thèse de la « *fin de l'Histoire* », popularisée par Francis Fukuyama, est battue en brèche. Simplifiant la thèse de l'éminent politologue, les cercles intellectuels proches des néo-conservateurs américains affirmaient alors que l'histoire politique du monde trouverait son achèvement dans une paix mondiale résultant de la généralisation de la démocratie libérale et du capitalisme. Dans les années 1990, la guerre en ex-Yougoslavie, la première Guerre du Golfe ou les conflits de l'Afrique des Grands Lacs étaient déjà autant d'exemples que l'Histoire poursuivait son cours tragique et que la démocratie libérale ne l'avait pas emporté.

Aujourd'hui, le cœur même de la thèse de Fukuyama s'effondre : partout, le libéralisme économique triomphe mais les démocraties occidentales n'ont jamais paru si affaiblies. L'idée d'un commerce international pacificateur et facteur de démocratisation était déjà chère à Montesquieu : « *C'est presque une règle générale que partout où il y a des mœurs douces, il y a du commerce ; et que partout où il y a du commerce, il y a des mœurs douces* »². Les quelques exceptions que l'auteur de *De l'esprit des lois* semblait envisager, invalident aujourd'hui cette règle générale. Jusqu'aux années 1990, les processus

d'ouverture au commerce et de démocratisation coïncidèrent souvent (Grèce, Péninsule ibérique, Amérique latine, Europe centrale et orientale...) mais des exceptions existaient déjà : les *Chicago boys* de Milton Friedman dictaient la politique économique du Chili de Pinochet.

Avec l'affirmation de la Chine comme première puissance commerciale mondiale et la montée en puissance de régimes ultra-autoritaires comme celui du Vietnam, la « *règle générale* » du « *doux commerce* » semble définitivement disqualifiée.

LA CHINE, « DIVINE SURPRISE » DES LIBÉRAUX

Au niveau théorique, le politologue Jean-François Bayart a mis en lumière, notamment à propos d'anciennes dictatures communistes, le processus de consolidation des anciennes élites révolutionnaires en classes dominantes et possédantes. Dans ce qu'il appelle ces « *situations post-thermidoriennes* », l'ouverture économique ne s'est pas accompagnée d'une libéralisation politique, et la bureaucratie au pouvoir peut à présent régner sur des régimes capitalistes autoritaires³.

Ceux qui proclamaient la victoire prochaine de la démocratie libérale sont souvent les mêmes qui, aujourd'hui, s'extasient devant le miracle chinois et y voient un désaveu des régimes démocratiques. Dans le contexte de crise économique sans précédent que nous traversons, les démocraties occidentales apparaissent en effet impuissantes : impuissantes à réguler les marchés, impuissantes à protéger leurs populations, impuissantes, enfin, à préparer l'avenir.

Dans le même temps, le « modèle » chinois est glorifié. L'extraordinaire croissance de la Chine lui donne aujourd'hui les moyens d'investir dans les industries du futur et de faire face aux défis du XXI^e siècle. En matière environnementale et énergétique par exemple, le gouvernement chinois a pris la pleine mesure de l'importance des énergies propres. La Chine ne dispose pas des ressources énergétiques

nécessaires pour alimenter un marché automobile qui représentera 35 à 40 millions de véhicules par an d'ici 2025 et doit tout faire pour limiter l'empreinte carbone des futurs véhicules.

LA DÉMOCRATIE, OBSTACLE À L'EFFICACITÉ ?

La réaction a été rapide : pour rester maître du jeu tout en bénéficiant des innovations technologiques occidentales, la réglementation entend imposer, pour la production en Chine, la constitution de *joint ventures*, dans lesquelles les acteurs chinois doivent détenir au moins 51% du capital, et ce secteur bénéficie, comme de nombreux autres, de subventions pharaoniques. Alors que l'Europe et les Etats-Unis s'engluent dans des négociations climatiques sans fin, la Chine peut compter atteindre un objectif de réduction d'émission de CO² comparable à celui que s'est fixé - sans pouvoir le tenir - l'Europe. Cette force de frappe économique concerne tous les secteurs : infrastructures, éducation, NTIC (Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication), biotechnologies...

La rapide montée en puissance de la Chine et la perte de puissance relative des Etats-Unis ont fait renaître dans les cercles intellectuels anglo-saxons l'idéal, qui semblait désuet, du despotisme éclairé : la délibération, le choix collectif, les négociations multipolaires seraient devenus autant d'obstacles à l'efficacité économique. En matière de relations internationales, le *soft power*, tant loué hier, serait devenu incapable de contenir la puissance des régimes autoritaires.

LE NOUVEAU PARADOXE DE CONDORCET

Les tenants de cette nouvelle raison productiviste pointent les lenteurs et imperfections inhérentes au processus de prise de décisions démocratiques. Les penseurs de la « révolution libérale » des années 1950 à 1970 ont été les critiques les plus sévères de l'association entre démocratie et efficacité économique. Ainsi, les théoriciens du *public choice* (Buchanan, Tullock, Olson, Nordhaus...) ont réactivé le thème de l'impossibilité de choix justes en démocratie, formalisé dans le *Paradoxe de Condorcet*. L'Etat démocratique serait le lieu d'affirmation des intérêts particuliers, empêchant la recherche du véritable bien commun, défini comme étant l'efficacité économique optimale. Contraintes de l'agenda politique, groupes de pression, expression de la société civile, conflits du travail, négociations salariales, défense des retraites : tous ces éléments inhérents à la démocratie sont perçus comme autant de freins à l'efficacité économique. Paradoxalement, centralisation et autoritarisme sont, au contraire, perçus par ces penseurs « libéraux » ou ces dévots du marché comme des facteurs de réussite !

Aujourd'hui, ces théories font l'objet d'un regain d'intérêt, face aux crises des social-démocraties et à l'échec patent de la puissance publique à réguler une économie globalisée et financiarisée.

ON N'EST JAMAIS SÛR DES LUMIÈRES DU DESPOTE

En réalité, il n'y a là rien de bien nouveau sous le soleil. La grande faiblesse du despotisme éclairé, c'est qu'on n'est jamais sûr des lumières du despote, encore moins de leur pérennité, dans le cas où elles existeraient au départ. « *Les communistes russes veulent emprunter à l'Occident ses technologies, pas ses libertés* », écrivait déjà le social-démocrate Karl Kautsky dans les années 20 du siècle dernier. Or, sans libertés civiles et politiques, sans un Etat de droit, cette appropriation des technologies occidentales nourrit des contradictions explosives : surinvestissement, gaspillage d'énergie et de matières premières, pollutions dramatiques, surexploitation des travailleurs, bulles immobilières. Le despotisme éclairé chinois prépare des lendemains qui déchantent. Je ne le souhaite pas mais le redoute. La force de la démocratie libérale, la raison pour laquelle elle l'a emporté, au XX^e siècle, sur les deux totalitarismes, réside dans son aptitude à identifier et à redresser ses erreurs, tandis que les « despotes éclairés » persistent indéfiniment dans les leurs.

DEUX VIEILLES TENTATIONS FRANÇAISES

En France, le renouveau de ces théories fait écho à des tentations anciennes : bonapartisme et jacobinisme. Sous des formes diverses, depuis la Révolution, la croyance qu'en temps de crise, la démocratie est incapable d'apporter les réponses appropriées dans l'urgence a imprégné notre histoire politique. Elle est encore présente, à un certain degré, dans les institutions de la V^e République (pouvoirs d'exception du Président, pouvoirs limités du Parlement...). La démocratie serait bonne pour les temps de paix et d'abondance ; en temps de crise, il faudrait confier tous les pouvoirs à un décideur éclairé. Si bien que la France, sous la houlette de son omniprésent Président, semble une démocratie qui ne ferait pas confiance... à la démocratie.

Dans la période de doutes et de précarisation que traverse la société française, la figure de l'homme providentiel centralisant tous les pouvoirs connaît une nouvelle incarnation, sous une forme caricaturale. Y a-t-il plus paradoxal que le volontarisme politique de Nicolas Sarkozy ? Tous ses discours sur la moralisation du capitalisme, l'Europe protectrice, la défense de l'écosystème, la réindustrialisation de la France, sont aussitôt démentis par ses actes.

Centralisant tous les pouvoirs au mépris des règles démocratiques, l'homme providentiel autoproclamé est lui-même devenu impuissant aux yeux de tous : ce constat achève de nourrir la défiance des Français à l'égard du politique.

POUR UN RETOUR DU VOLONTARISME POLITIQUE

Pour refonder la démocratie libérale, la comparaison avec la Chine et les autres régimes autoritaires émergents est nécessaire. Nous devons admettre leur efficacité et le défi qu'ils représentent. Non pour les imiter, bien sûr, mais pour réformer notre propre système en profondeur, l'adapter au monde qui vient, pour protéger ce que nous avons laborieusement construit.

Efficacité économique et recherche de l'excellence pour l'avenir ne sont pas en contradiction avec les régimes délibératifs et décentralisés des démocraties européennes. Ce que la Chine réalise aujourd'hui de façon autoritaire, nous pouvons, demain, l'accomplir démocratiquement. Nous ne manquons ni de centralisme ni d'une certaine « dose » d'autoritarisme étatique ; nous manquons avant tout d'un intérêt général clairement défini.

Il y a de multiples pistes d'action, mais elles exigent un véritable retour du volontarisme politique, pas un volontarisme purement rhétorique. L'Union européenne peut et doit être le cadre de cette reprise de pouvoir du politique, de cette définition collective des priorités communes. C'est l'enjeu d'une Europe de projet, capable de se protéger du *dumping* monétaire, social et environnemental pratiqué par certains pays dits « émergents » ; capable, également, de préparer l'avenir par une politique industrielle innovante, forte et concertée.

NI ALIGNEMENT NI FRILOSITÉ

Dans cette voie, l'Europe doit d'abord définir les conditions d'un juste échange avec les pays « émergents ». Les salariés européens sont aujourd'hui mis en concurrence avec un milliard et demi de prolétaires du Sud, taillables et corvéables à merci. S'adapter à ce bouleversement des conditions de production mondiale ne doit évidemment pas signifier l'alignement sur le moins-disant social. Par son poids politique et économique, l'Europe est en mesure d'imposer à ses partenaires commerciaux le respect des normes techniques de défense des consommateurs, mais aussi des normes environnementales et sociales comme condition d'accès à ses marchés. En cas d'échec des négociations dans les accords commerciaux, elle peut et doit instituer des « écluses tarifaires » à ses frontières.

La stratégie européenne ne peut cependant se résumer à une protection frileuse. Les grands travaux que

nous admirons en Chine peuvent être mis en œuvre au niveau européen. Ils existent déjà, à l'état de projet, parfois depuis 15 ans : réseaux ferroviaires transeuropéens, transports fluviaux et maritimes, Internet à large bande et haut débit, interconnexion des réseaux énergétiques... Ces grands travaux doivent enfin être mis massivement en œuvre. Ils pourraient être financés par des ressources propres, notamment par l'émission d'obligations européennes, les *Eurobonds*, et la mise en place d'une taxe sur les transactions financières, que les socialistes européens préconisent depuis longtemps.

IL FAUT UN PACTE EUROPÉEN

L'Union et ses Etats membres devront également investir dans les économies d'énergie et les « énergies décarbonées ». La force d'un pays comme la Chine réside largement dans la formation d'une main-d'œuvre nombreuse et de mieux en mieux qualifiée. Pour répondre aux exigences de la société de la connaissance, les démocraties européennes devront accroître significativement leurs investissements dans la « matière grise » et développer leur potentiel d'innovation : recherche, passerelles de la recherche publique vers des applications privées, université, formation professionnelle pour adultes.

Ce néo-keynésianisme continental et écologique ne fait pas l'impasse sur le progrès social, bien au contraire. En effet, cette stratégie ne sera fructueuse et durable que si elle repose sur un Pacte européen pour le progrès social et l'emploi, garantissant le pouvoir d'achat des salariés, leur protection contre tous les risques sociaux, la sécurisation de leurs parcours professionnels. Réunis en conseil le 1^{er} décembre dernier à Varsovie, le Parti Socialiste Européen (PSE), qui regroupe 31 partis socialistes et sociaux-démocrates du Vieux Continent a précisé le contenu concret d'un tel Pacte⁴.

Pour être efficacement mises en œuvre, ces stratégies exigent bien sûr la définition d'un intérêt général européen et le dépassement des seuls intérêts nationaux. A ce prix, les démocraties européennes pourront être refondées, revivifiées et assumer pleinement leur modèle de civilisation face aux régimes autoritaires.

Henri WEBER

Député européen (groupe « Alliance progressiste des socialistes et démocrates »)

1. « *Too many hamburgers* », Thomas Friedman, in *The New York Times*, 21 septembre 2010.

2. Montesquieu, *De l'Esprit des lois*, Livre XX, chapitre 1^{er}.

3. « *Le concept de situation thermidorienne : régimes néo-révolutionnaires et libéralisation économique* », Jean-François Bayart, in *Questions de Recherche / Research in Question* N°24, mars 2008.

4. <http://www.pes.org/fr/node/44946>